

## Fragments...

... oui, arrachés par la stupéfaction : l'État dont je suis citoyen lance un débat national sur l'identité nationale. Serait-elle perdue? serait-elle devenue décidément trop indécise? serait-elle en danger? Mais l'État n'est jamais que l'instrument de la nation : ce n'est pas à lui d'en définir, encore moins d'en constituer l'identité. Comme, de plus, cette initiative ne vise qu'à resserrer les rangs de tous ceux qui craignent pour l'identité de ladite identité – la couleur de sa peau, son accent, sa langue, sa religion – et qu'il s'agit à la fois de les conforter et de prévenir les candidats à la nationalité qu'ils seront homologués par cette identité, l'opération tourne en rond.

L'identité nationale tournerait-elle mal ? Mais sait-on seulement de quoi on parle ? De là venait la stupeur première : que des termes aussi chargés que « identité » et « nation », lestés par un demi-siècle – au moins – de questionnements philosophiques, psychanalytiques, ethnologiques, sociologiques et politiques, se trouvent allègrement propulsés en objets de « débat ». Imagine-t-on un ministre, c'est-à-dire un administrateur, chargé de gérer ces concepts et ces questions<sup>1</sup> ?

Se sont donc détachés ces quelques fragments, à la hâte. Juste pour ne pas tourner en rond.

Ils peuvent se lire aussi comme quelques préalables indispensables à toute prise en compte des mouvements tectoniques et des métamorphoses que connaissent désormais les supposées « identités nationales », ici comme ailleurs.

---

1. Pendant que je rédigeais ces notes a été lancée la pétition pour la suppression du « ministère de l'Identité nationale » à laquelle j'ai souscrit.

## Causes et conséquences

Il faut tout d'abord trancher un peu vivement, violemment s'il le faut, dans la perpétuelle bascule des causes et des effets selon les assertions de droite (ces gens ne veulent pas se laisser intégrer par l'identité nationale) ou selon les arguments de gauche (les conditions qui leur sont faites ne leur permettent même pas de s'identifier eux-mêmes).

Il faut trancher d'abord et massivement en refusant le déni de la causalité la plus visible : oui, sans travail, sans lieux ni conditions de vie autres que les sous-produits d'urbanisations sans urbanité, sans formations conçues autrement que par rafistolages de modèles périmés, il est impossible de seulement envi-

sager un horizon d'« identité », même quand on ne désire rien d'autre. Et il est alors naturel qu'on se replie dans de petites identités séparées, suridentifiées par leur séparation, durcies, exaspérées.

Il ne s'agit pas de compassion humanitaire ni de dissolution dans le relativisme psychosociologique telles qu'on peut à bon droit les mettre en question dans le conformisme des belles âmes de gauche. On n'est pas dans la belle âme, on est dans le corps amoché : par le chômage et les cités, par les drogues et les consommations, par les télévisions imbéciles et les prêcheurs abrutis.

Soyons délibérément simplistes : ou il y a du travail, ou il n'y en a pas. Si, par structure, il ne doit pas y en avoir – ou peu –, il faut le dire et prendre en charge ce que la structure engendre. Si au contraire il peut y en avoir – mais dans une structure réformée, voire transformée (fonctionnement du capital, sens de la « croissance », nécessités énergétiques) –, il faut le faire surgir. Mais de l'une ou de l'autre façon, il faudra bien faire place à ce qui est incompressible : non pas le travail, ni le capital, mais les gens, nous tous compris.

Ensuite il faut trancher en refusant d'admettre que ce qui provient de la structure soit imputé à des « cultures » ou à des « mentalités », pour ne pas dire des traits de races. Car les effets de la structure se produisent partout, sur tous. La France est sans doute plus que les autres pays européens sensible à la mutation en cours de la civilisation européenne, parce qu'elle a longtemps pu se flatter d'être dans cette Europe une des figures les mieux dessinées – sinon la figure même de la « nation » accomplie (la République). Elle souffre donc plus, aussi, de ce mouvement dont on ne sait s'il est en train d'arracher toutes les digues qui contenaient encore la crue ou bien s'il retournera ou détournera l'inondation.

Bref : ce n'est pas l'« identité nationale » – la française ou d'autres – qui est mise en danger par d'autres identités, mais toutes les « identités » qui subissent une désidentification générale de ce que nous nommions « la civilisation ».

Bien entendu, il y a ici et aujourd'hui, comme ailleurs et toujours, des gens qui ne veulent pas travailler ou qui cherchent des profits plus avantageux que ceux du salariat. Cependant, pour que le *deal* de drogues ou

d'armes prenne l'ampleur qu'on lui voit prendre, il faut qu'il soit non seulement reçu mais même appelé par tout un contexte social, culturel, moral, international de surcroît. Ce ne sont pas les trafiquants qui créent l'appétit de ce dont ils font trafic : c'est l'inverse. Ce ne sont pas les gangs et les mafias qui ébranlent une société : c'est l'ébranlement de celle-ci qui leur donne champ libre.